

Note d'information : Impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur canadien de l'enseignement des langues

Rédigée par : Langues Canada

Dernière mise à jour : le 23 mars 2020

QUESTION

Le secteur canadien de l'enseignement de l'anglais et du français, un segment essentiel du secteur canadien de l'éducation internationale, dont la valeur se chiffre à 22 milliards de dollars, risque d'être décimé en raison de la pandémie de COVID-19. Les 150 écoles de langues privées accréditées du secteur, toutes de petites et moyennes entreprises (PME), situées dans plus d'une centaine de collectivités à travers le Canada, courent les plus grands risques.

D'urgents fonds de secours sont exigés du gouvernement fédéral, sous forme de <u>subventions</u> de fonds de roulement, pour les six prochains mois, afin de prévenir la fermeture permanente de nombreuses écoles de langues au cours des prochains mois, ainsi que la perte d'emplois de milliers de Canadiens qui y travaillent et de s'assurer que le moment venu, ces écoles seront prêtes à recruter et à accueillir les 150 000 étudiants étrangers en formation linguistique, au cœur des industries du tourisme et de l'accueil de bon nombre de nos collectivités. Ces mêmes étudiants représentent aussi une proportion très importante des étudiants étrangers qui poursuivent leurs études dans nos établissements postsecondaires.

CONTEXTE

Les étudiants étrangers inscrits à des programmes de langues membres de Langues Canada sont un élément essentiel du secteur de l'éducation internationale du Canada, d'une valeur de 22 milliards de dollars. Les étudiants étrangers et leurs familles qui leur rendent visite contribuent également, dans une large mesure, aux secteurs du tourisme et de l'accueil du Canada.

Les étudiants étrangers en formation linguistique constituent une source essentielle d'étudiants qualifiés pour les universités et les collèges canadiens; environ un étudiant en langues sur trois poursuit des études pluriannuelles, dans le cadre de programmes postsecondaires au Canada (plus de 40 000 par année).

Les étudiants en langues sont les nouveaux arrivants qui s'intègrent le mieux au Canada – les programmes de langues les hébergent dans des familles canadiennes, les renseignent à propos du Canada et leur permettent de bâtir de solides réseaux sociaux – et sont essentiels pour répondre aux besoins en main-d'œuvre et en immigration du Canada.

ÉTAT ACTUEL

Les membres de Langues Canada comptent presque entièrement sur des étudiants de l'étranger pour remplir leurs programmes. La pandémie de COVID-19 a essentiellement mis un frein à l'accueil d'étudiants étrangers en formation linguistique au Canada.

De nombreux étudiants étrangers, inscrits pour les semestres d'hiver et de printemps 2020 ont choisi de quitter le Canada pour retourner dans leur pays d'origine, pendant la durée de la crise.

Les programmes de langues du Canada accueillent la majorité de leurs étudiants au cours des mois d'été (de juin à août) et le recrutement pour les inscriptions d'été a lieu de janvier à mai. Les programmes ne sont donc pas actuellement en mesure de recruter et d'inscrire efficacement les étudiants étrangers éventuels, surtout compte tenu du moment de la crise de la COVID-19. Les membres de Langues Canada ne seront pas en mesure de générer même une fraction des revenus habituels durant la période de pointe de l'été.

Cette situation a un impact aigu et immédiat et menace de décimer le secteur à long terme. Les écoles de langues :

- perdent des étudiants et subissent une baisse considérable de leurs revenus;
- comptent licencier du personnel ou sont en train de le faire;
- ne peuvent voyager pour promouvoir des programmes qui seront offerts, une fois que le virus sera enrayé, ce qui aura une incidence sur le recrutement d'étudiants, menant à une période encore plus longue de revenus réduits;
- doivent, en dépit des licenciements, couvrir les coûts fixes des opérations de base, dont le coût le plus important est celui de la location de locaux de premier ordre.

Les projections de scénarios possibles indiquent que le secteur canadien de l'enseignement des langues perdra jusqu'à 50 % de ses recettes d'exportation, en 2020. Cet impact sera probablement plus désastreux pour les petits programmes spécialisés et ceux situés à l'extérieur des grandes villes du Canada.

Les Canadiens qui travaillent dans les secteurs de l'éducation linguistique et des services de soutien (hébergement, tourisme, finances, etc.) sont durement et défavorablement touchés et il faudra beaucoup de temps pour que le secteur se rétablisse. Sans l'appui du gouvernement, la pandémie de COVID-19 entraînera des fermetures permanentes d'écoles privées, ainsi que des pertes d'emplois, de considérables recettes d'exportation et de moyens de contribuer de façon significative à l'éducation, à l'immigration et à l'assiette fiscale au Canada.

IMPACT FUTUR

L'impact que subira le secteur se prolongera aussi à long terme. Lorsque le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) s'est manifesté en 2003, les répercussions ont été considérables; un certain nombre d'écoles de langues ont fermé de façon permanente et celles qui ont survécu ont dû rebâtir. On s'attend à ce que l'impact de la COVID-19 soit beaucoup plus important. Il se dégage que sans un soutien quelconque, au cours des six prochains mois cruciaux, les conséquences suivantes sont très possibles.

SANS SOUTIEN FINANCIER	AVEC UN SOUTIEN FINANCIER
Le SRAS a forcé la fermeture permanente de 10 % des écoles de langues. Il ne serait pas déraisonnable de s'attendre à ce qu'au moins 25 % des écoles fassent faillite en raison de la COVID-19.	Nous nous attendons à ce qu'un soutien financier permette de maintenir à 10 % ou moins le nombre de programmes qui ferment.
Les écoles qui restent ouvertes seront paralysées et auront peu de capitaux à investir dans la promotion et le recrutement. Même l'accès aux capitaux empruntés sera difficile, dans un secteur où les marges sont très faibles, car l'affectation de revenus au remboursement de prêts ralentira considérablement la croissance et la reprise.	Les écoles auront des capitaux beaucoup plus accessibles pour investir dans la relance des programmes, accélérant de plusieurs années la reprise aux niveaux de 2018-2019.
Des emplois seront perdus pour de nombreuses années.	Les enseignants et les autres membres du personnel retrouveront leurs postes antérieurs.

La reprise des secteurs de l'accueil et du tourisme, ainsi que d'autres industries canadiennes, qui profitent de la présence des 150 000 étudiants sera plus lente.

Les secteurs de l'accueil et du tourisme, ainsi que d'autres industries canadiennes, bénéficieront directement d'une reprise accélérée.

Le secteur canadien de l'éducation
postsecondaire a besoin d'étudiants
qualifiés qui ont achevé leur formation
linguistique. Les collèges et les
universités souffriront s'il y a moins
d'étudiants prêts à s'inscrire à des
programmes. De plus, les écoles du secteur
privé offrent des programmes préparatoires
qui alimentent les collèges et les universités.
Si le secteur est décimé, un important
réseau de distribution pour les programmes
postsecondaires sera sévèrement touché.

Les programmes préparatoires canadiens, privés et publics, maintiendront mieux leur vigueur et seront un élément important de la reprise.

Les entreprises qui embauchent des travailleurs étrangers citent souvent la langue comme un obstacle majeur d'un personnel compétent. Les travailleurs étrangers auront moins accès à une formation linguistique de qualité pour les préparer au marché du travail canadien.

Le secteur canadien de l'enseignement des langues sera en mesure de permettre aux travailleurs étrangers d'acquérir les compétences linguistiques, en anglais et en français, qui répondent aux besoins de notre marché du travail et pourrait même appuyer le recrutement de travailleurs qualifiés ciblés.

CONTRIBUTION DE LANGUES CANADA

Nous fournissons notre part d'efforts, en ayant recours à notre expérience du SRAS et à notre engagement envers les étudiants, nos membres et le Canada. Toutes nos ressources sont maintenant consacrées à faire face à l'impact de la pandémie sur notre secteur. Le conseil d'administration a approuvé un nouveau plan pour 2020, comptant trois phases très importantes :

- 1. HIBERNATION assurer la survie du plus grand nombre possible de membres
 - a. Fermeture ordonnée des opérations et transition vers des cours en ligne.
 - b. Meilleur soutien possible aux étudiants.
 - c. Assurance-emploi pour les enseignants et le personnel.
 - d. Obtention d'un soutien financier pour les opérations de survie pendant six mois.

- 2. PRÉPARATION plan visant à retrouver les niveaux de 2018 dans un délai aussi court que possible
 - a. Compte tenu de la période de fermeture de six mois des exploitations, se préparer à relancer le secteur pour les inscriptions de septembre.
 - b. Tenir les membres informés et branchés et s'assurer qu'ils s'appuient mutuellement.
 - c. Profiter, si possible, de l'occasion pour innover et élaborer de nouvelles offres et des réseaux de distribution.

3. RELANCE

a. Campagne de recrutement « à plein régime », commençant en ligne, un mois avant la suspension des restrictions.

Remarque : Les membres de Langues Canada réagissent de façon responsable à la pandémie en prenant toutes les mesures nécessaires pour aplatir la courbe de la COVID-19. Ces mesures comprennent les suivantes : annuler les cours en personne et offrir plutôt des cours en ligne aux étudiants actuels, travailler à distance, s'occuper des étudiants de toutes les façons possibles et être flexible en ce qui concerne les politiques d'inscription et de remboursement dans l'intérêt des étudiants. Ces adaptations nécessaires sont coûteuses et détournent les ressources des activités de base des écoles, ce qui exerce une pression supplémentaire sur un secteur mature dont les marges sont déjà faibles et les coûts opérationnels sont élevés.

DE QUOI AVONS-NOUS BESOIN DU GOUVERNEMENT DU CANADA?

Les mesures de secours annoncées à ce jour (c.-à-d. les modifications apportées à l'assurance-emploi, les programmes de travail partagé et l'accès à des prêts de fonds de roulement) ne sont pas suffisantes pour assurer la survie de nombreux fournisseurs privés d'éducation linguistique, qui sont les plus durement touchés par la crise de la COVID-19. Des mesures de secours gouvernementales mieux ciblées et plus rigoureuses sont nécessaires pour protéger les emplois canadiens, atténuer le risque de fermeture des écoles et permettre au secteur canadien de l'enseignement des langues de rebâtir après le pire de la crise.

Langues Canada demande un soutien financier sous forme de subventions de fonds de roulement pour nos écoles de langues privées membres, afin de soutenir les coûts d'exploitation pour les six prochains mois. Ces subventions serviront à compenser les coûts opérationnels obligatoires courants, comme les frais de location.

À PROPOS DE LANGUES CANADA

Association créée en 2008, à la suite de la fusion d'organismes représentatifs canadiens des secteurs privé et public (le CLC et l'ACELP), Langues Canada est l'association nationale et l'organisme d'accréditation du secteur canadien de l'enseignement de l'anglais et du français, qui représente 210 établissements membres dans 180 lieux d'étude à travers le Canada, dont des collèges et universités publics et des écoles de langues privées. Les 150 écoles de langues privées sont toutes de petites et moyennes entreprises canadiennes. (Veuillez consulter le site Web de Langues Canada pour plus de détails : www.languagescanada.ca.)

En 2018, les programmes membres de Langues Canada ont accueilli 150 000 étudiants étrangers au Canada, qui sont venus apprendre l'anglais ou le français.

Langues Canada travaille en étroite collaboration avec AMC, IRCC, les ministères provinciaux de l'Éducation et de l'Immigration, ainsi que des intervenants, pour aider à promouvoir le Canada en tant que destination internationale d'apprentissage, dans le but de protéger les étudiants et de préconiser une politique progressiste.